

Le Journal des décideurs

# L'économiste

du Bénin

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

**Bourse Uemoa**

## La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

**Services financiers au Bénin**

## Adam Affo Dende échange avec les compagnies d'assurance

Le directeur général du Secteur Financier, Adam Affo Dende en compagnie des Directeurs techniques en charge des Assurances, du Suivi des... • (Page 11)

**Marchés financiers africains**

## L'Afrique du Sud en tête du classement 2022

Malgré un environnement difficile, 19 marchés financiers ont amélioré leur performance en 2022, alors que le nombre de pays obtenant un score supérieur à 50 points... • (Page 11)



**Economie numérique**

# L'Afrique vise 712 milliards USD de revenus d'ici à 2050



**Projet de loi de finances 2023**

# Le CES s'approprie les grandes orientations budgétaires

• (Page 03)

**Sommet finance en commun**

## 500 Banques s'engagent pour la transition énergétique en Afrique

Le sommet Finance en commun (FiCs), qui s'est tenu du 18 au 20 octobre 2022 à Abidjan, était l'occasion pour plus... • (Page 10)

**Développement industriel**

## GDIZ : grandes dates, objectifs et organisation

Joint-venture (co-entreprise) entre le groupe Arise Integrated Industrial Platforms... • (Page 02)

**Etat civil au Bénin**

## Plus d'un million d'actes délivrés en ligne

Au Bénin, la dématérialisation de l'administration publique est en bonne voie. Plus d'un million de personnes dont 44% de femmes ont déjà demandé et obtenu gratuitement en ligne le Certificat du Numéro Personnel d'Identification... • (Page 04)

**Valeur forte du dollar US**

## Chemin de croix pour tous les pays ?

Depuis le début de cette année, le monde des affaires et les experts assistent – impuissamment – à la montée en flèche de la valeur du dollar américain, qui s'est apprécié de... • (Page 04)

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	652.73	655.95	775.87	1.57	80.69	38.18	4.7	97.15	177.73	8.2


## Développement industriel au Bénin


## GDIZ : grandes dates, objectifs et organisation

Joint-venture (co-entreprise) entre le groupe Arise Integrated Industrial Platforms (IIP), Africa Finance Corporation (AFC) et la République du Bénin, la Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ) se rapproche et se fait connaître davantage au public. Avec sa nouvelle rubrique hebdomadaire « A la découverte de la GDIZ », ce fleuron de l'industrie béninoise lève le voile sur sa genèse, ses objectifs. Au cœur donc de la GDIZ avec ce 1<sup>er</sup> n° de la nouvelle rubrique.


n°1

### À la découverte de la GDIZ






Date de Création :  
**5 février 2020** par décret pris en Conseil des Ministres




Partenariat Public-Privé (PPP) entre la République du Bénin et ARISE IIP




Superficie de la GDIZ :  
**1640 hectares**



Démarrage des travaux d'aménagement :  
**avril 2021**




Montant des investissements prévus pour l'aménagement de la zone :  
**164 milliards de FCFA**




Autorité administrative :  
**Agence de Promotion des Investissements et des Exportations (APIEx)**

### Objectifs



Promouvoir et attirer les investissements de type agricole, industriel, commercial et de services




Inciter l'investissement direct, béninois et étranger




Favoriser le développement des productions et des ressources naturelles nationales



Développer les industries de fabrication de produits de première, deuxième et troisième transformations




Accroître la compétitivité des produits « Made in Bénin »



Favoriser la création d'emplois


gdiz-benin@arisenet.com
www.gdiz-benin.com
@GDIZBenin



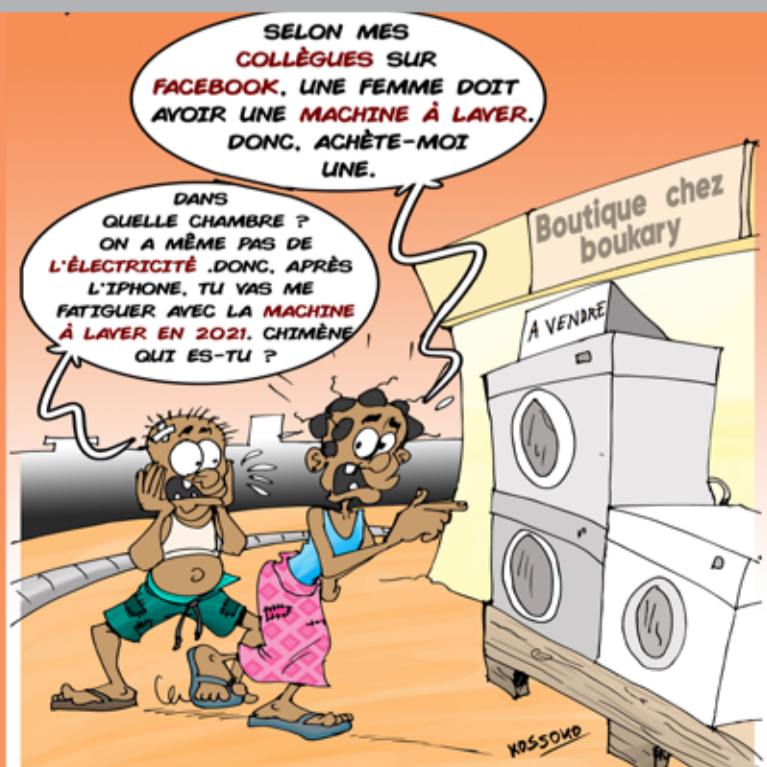
## AUX DECIDEURS...

## Une dynamique économique rompue

Le stade de l'amitié général Mathieu Kérékou de Kouhounou à Cotonou qui scelle l'amitié entre le Bénin et la Chine, est devenu au cours de ces 20 dernières années, un véritable centre commercial. Sa galerie qui ceint les infrastructures sportives (le palais des congrès, la piscine, les nombreuses aires de jeux dont celles du Law tennis et du football), est constituée de boutiques, de débits de boissons, de restaurants, qui s'alternent avec les agences de tourisme et voyages, de banques, d'assurances et de réseaux de téléphonie mobile. Dans cet univers qui défie l'esthétique et où l'on côtoie quelque fois des velléités d'insécurité qui perturbent la quiétude de belles de nuit, le désordre était quasi-total. En effet, les belles de nuit ont fait de la façade extérieure du stade la vitrine d'exposition des rondeurs et d'attraction de bites. Elles ne manquent pas de faire de bons chiffres d'affaires. Les vendeurs ambulants dont certains sont animés d'intentions malveillantes se pavanent à longueur de journée sur l'esplanade et il n'est pas rare que se signalent des vols de biens précieux de certains usagers. Dans cet environnement hostile à la quiétude aussi bien des belles de nuit que des usagers de la galerie marchande, le stade de l'amitié de Kouhounou offrait l'occasion aux promoteurs d'entreprises de brasser pour les uns quelques dizaines de mille et pour d'autres des centaines de mille voire des millions de francs CFA au quotidien. Avant le déguerpissement de juin 2022, il était loisible aux usagers du stade de l'amitié de Kouhounou de se ravitailler en tout ou presque tout : vêtements, chaussures, bijoux, articles de bureau, ustensiles de cuisine etc. Il servait aussi souvent de lieu d'escale pour nombre de fonctionnaires qui résident sur le territoire de la commune d'Abomey-Calavi. En effet, pour éviter le go slow à la fermeture des bureaux, nombre de fonctionnaires en partance sur Ouidah ou Abomey-Calavi observaient la pause stratégique pour éviter le stress. Entre 19h et 21h, ces derniers prennent beaucoup de leurs rendez-vous sur l'esplanade du stade de l'amitié avant de regagner sereinement leur résidence après avoir participé à faire fonctionner l'économie de la soirée. Malgré les services que rendait l'esplanade du stade de l'amitié général Mathieu Kérékou de Kouhounou, le moment était venu de revoir la structure de sa galerie marchande. Or, il est impossible de faire des omelettes sans casser des œufs. D'où la rupture de la dynamique commerciale qui y a régné pendant plusieurs lustres. Chaque agent commercial a trouvé un nouvel espace foncier pour poursuivre ses activités. L'ancienne chaîne est rompue certes. Il est à souhaiter que les travaux de réhabilitation du stade de l'amitié se fassent rapidement afin d'offrir une nouvelle galerie marchande aux usagers qui ont pris goût à fréquenter l'esplanade du stade de l'amitié général Mathieu Kérékou de Kouhounou.

Jean-Claude KOUAGOU

## Cari du jour



## Eco secret

Décarbonisation : AngloGold Ashanti va émettre une obligation verte de 250 millions USD

AngloGold Ashanti, compagnie minière sud-africaine, a annoncé mercredi 12 octobre, son intention d'émettre prochainement une obligation verte de 250 à 300 millions USD pour financer ses projets de décarbonisation en Afrique et dans le monde. Cette initiative entre dans le cadre de la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 30% d'ici 2030. Pour atteindre ses objectifs, le géant minier a fait savoir qu'il va se baser sur l'utilisation intensive d'énergie propre pour ravitailler en électricité ses mines d'or qui se trouvent en Afrique et ailleurs dans le monde.

## Economie numérique

## L'Afrique vise 712 milliards USD de revenus d'ici 2050

La réalisation de la vision d'une Afrique numérique nécessite le développement de solutions numériques locales. Le continent ne compte que sept start-up licornes, c'est-à-dire des entreprises technologiques dont la valeur est supérieure à 1 milliard de dollars. Pour son essor, l'Afrique prévoit de développer son économie numérique et d'investir dans la promotion des start-ups locales.

● Falco Vignon

L'économie numérique africaine vaudrait 712 milliards de dollars (680 milliards d'euros) d'ici à 2050, soit 8,5 % du PIB continental. Un secteur porteur qui justifie la mise en œuvre de la stratégie de transformation numérique de l'Union Africaine pour l'Afrique 2020-2030. Il faut accepter qu'un futur numérique n'arrive plus, il est là. Il nous reste à décider si, en tant qu'Africains, nous aurons une progéniture en façonnant l'agenda de la numérisation de demain autour de nos valeurs et priorités spécifiquement africaines. En témoigne la vision de Lazarus Chakwera, Président de la République de Malawi. La réalisation de la vision d'une Afrique numérique requiert le développement

de solutions numériques purement africaines. Des experts appellent à investir dans la promotion des start-ups locales. Le continent compte uniquement sept start-up licornes c'est-à-dire des entreprises technologiques dont la valeur est supérieure à 1 milliard de dollars. L'Afrique devrait et doit être un leader dans cette transformation, car notre population jeune est déjà stratégiquement positionnée pour créer des solutions numériques sur mesure aux problèmes africains qu'elle comprend mieux que quiconque. La digitalisation du continent africain s'opère dans un environnement où la réduction de la fracture numérique évolue moins vite que la croissance de la demande en infrastructures numériques. L'Union Africaine recommande aux gouvernements d'œuvrer



dans quatre chantiers-clés susceptibles d'asseoir véritablement la transition numérique du continent, la cybersécurité, la protection de la vie privée et des données personnelles, les compétences numériques et le développement des capa-

ités humaines. L'organisation panafricaine estime également que le défi de la digitalisation passe par la réussite de la transition énergétique du continent. Aujourd'hui, il faut se digitaliser pour améliorer nos services publics, il faut se

digitaliser pour que nos entreprises soient plus productives et justement, il n'est pas possible d'atteindre cet objectif avec une plateforme informatique traditionnelle. Il faut avoir une nouvelle génération d'outils. Il faut aller vers des

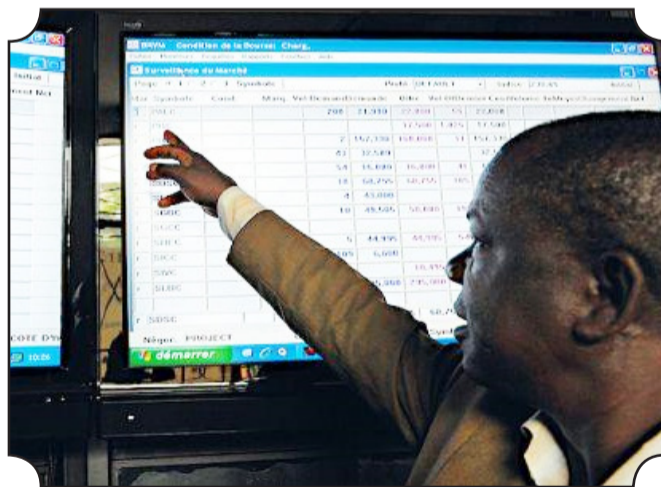
infrastructures de grande taille mutualisées dites de data centers pour accélérer cette digitalisation. Le premier point de débat est autour de la viabilité de ces infrastructures dans un environnement aux carences énergétiques, aux difficultés d'accès à internet. Après, le deuxième débat est culturel. La vision du Président de la République de Malawi est partagée par Anthony SAME, Directeur Général de ST Digital. Une étude de l'Union internationale des télécommunications révèle qu'un gain de 10% de la pénétration du haut débit mobile engendrerait une hausse de 2,5% du PIB par habitant en Afrique. Pour des spécialistes de l'Union Africaine, la Zlecaf va également offrir une opportunité de réduire la fracture numérique si l'inclusion des jeunes, qui représente 65% de la population, est prise en compte.

## Marchés financiers africains les plus développés

## L'Afrique du Sud en tête du classement 2022

Malgré un environnement difficile, 19 marchés financiers ont amélioré leur performance en 2022, alors que le nombre de pays obtenant un score supérieur à 50 points sur une échelle de 100 a doublé depuis le lancement de la première édition de l'indice en 2017.

L'Afrique du Sud reste en tête du classement des marchés financiers africains les plus développés en 2022, selon un rapport publié le 13 octobre par le groupe de services financiers sud-africain Absa Group et le Forum officiel des institutions monétaires et financières (OMFIF), un think tank spécialisé dans le domaine de la finance et de l'investissement public. Le classement « Absa Africa Financial Markets Index 2022 » se base sur plus de 40 indicateurs regroupés en six catégories : la profondeur du marché, l'accès aux devises étrangères, l'environnement fiscal et réglementaire et la transparence du marché, la capacité des investisseurs locaux, l'environnement macro-économique, les normes juridiques et leur force exécutoire. Le marché financier sud-africain obtient un score de 88 points dans ce classement, qui note 26 marchés financiers africains



sur une échelle allant de 0 à 100 points. Ce marché « maintient ses solides performances, malgré les sorties massives de capitaux étrangers et la détérioration des indicateurs macro-économiques » de la nation arc-en-ciel. L'Afrique du Sud est classée en première position dans deux catégories d'indicateurs : « profondeur du marché », et « environnement fiscal et réglementaire et transparence du marché ». Elle est également bien classée dans les quatre autres catégories. L'île Maurice arrive en

deuxième position dans le classement général, avec un score de 76 points, devant le Nigeria (69 points). Ces deux pays conservent leurs rangs par rapport à la précédente édition. Viennent ensuite l'Ouganda (66 points), le Botswana (66), la Namibie (65), le Ghana (65), le Kenya (61), le Maroc (60), alors que l'Égypte (57) ferme le Top 10.

**Des progrès malgré un environnement difficile**

Parmi les marchés figurant dans le Top 10, les marchés financiers ougandais et kényans ont gagné deux rangs chacun par rapport à 2021, alors que la Namibie a gagné un seul rang. Les scores de ces trois pays ont augmenté, grâce notamment aux progrès réalisés dans l'adoption de politiques intégrant des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Le Ghana a, cependant, perdu trois rangs par rapport à 2021 et a vu son score reculer d'un point, en raison notamment de la détérioration de l'environnement économique et de la baisse des réserves en devises de ce pays d'Afrique de l'Ouest. Le Maroc et l'Égypte ont régressé d'un seul rang par rapport à l'édition 2021 du classement, en raison notamment de la vulnérabilité de ces deux marchés aux chocs extérieurs.

**Au total, dix-neuf sur les 26 marchés**

**étudiés ont amélioré leur score en 2022.**

« Le nombre de pays obtenant un score supérieur à 50 dans l'indice a doublé depuis notre première édition en 2017, et l'écart entre le trio de tête et le milieu du peloton s'est considérablement réduit. De manière impressionnante, 19 pays ont amélioré leur performance en 2022 dans un environnement difficile », s'est félicité le directeur général d'Absa Group, Arrie Rautenbach. « Malgré les vents contraires sur le plan macroéconomique, les progrès réalisés en matière de sophistication, de profondeur des marchés et de transparence représentent des atouts considérables. L'Afrique est allée de l'avant pour répondre aux exigences des investisseurs en matière de durabilité économique », a souligné de son côté le président de l'OMFIF, David Marsh.

**Classement des marchés financiers africains les plus développés en 2022 :**

- 1-Afrique du Sud (88 points)
- 2-Ile Maurice (76)
- 3-Nigeria (69)
- 4-Ouganda (66)
- 5-Botswana (66)
- 6-Namibie (65)
- 7-Ghana (65)
- 8-Kenya (61)
- 9-Maroc (60)
- 10-Egypte (57)
- 11-Tanzanie (55)
- 12-Zambie (54)
- 13-Malawi (48)
- 14-Eswatini (46)
- 15-Seychelles (46)
- 16-Zimbabwe (44)
- 17-Rwanda (43)
- 18-Côte d'Ivoire (42)
- 19-Angola (40)
- 20-Sénégal (40)
- 21-Mozambique (39)
- 22-Cameroun (36)
- 23-RD Congo (35)
- 24-Madagascar (34)
- 25-Lesotho (34)
- 26-Ethiopie (27)

Valeur forte du dollar US

Chemin de croix pour tous les pays ?

Depuis le début de cette année, le monde des affaires et les experts assistent – impuissamment – à la montée en flèche de la valeur du dollar américain, qui s'est apprécié de 22% face au yen, de 13% face à l'euro et de 6% face aux diverses devises des marchés émergents. Cette ressuscitation du billet vert semble constituer un chemin de croix pour les économies en développement en ces temps incertains.

• Issa SIKITI DA SILVA

Un tel raffermissement du dollar en quelques mois a des implications macroéconomiques importantes pour presque tous les pays, compte tenu de la prédominance de cette devise dans le commerce et la finance à l'international, se sont lamentés deux spécialistes de l'économie mondiale du Fonds monétaire international (FMI). En effet, à en croire Gita Gopinath et Pierre-Olivier Gourinchas, pour de nombreux pays qui luttent pour faire baisser l'inflation, l'affaiblissement de leur monnaie par rapport au dollar a rendu la lutte plus difficile. En moyenne, ont-ils expliqué, la répercussion estimée d'une appréciation du dollar de 10% sur l'inflation est de 1%. « Plus de la moitié du commerce international est réglée en dollar. On imagine aisément l'effet négatif que cela peut avoir sur les entreprises de toutes tailles et les particuliers. Beaucoup de pays émergents ont une partie de leur dette libellée en dollar américain. Certains peuvent couvrir les intérêts qui viennent à échéance en puisant dans leurs réserves de change », a affirmé William Gerlach, country manager France chez Iban-First, cité par le site d'infor-



mations Capital.fr.

Réponse appropriée

Selon le FMI, la réponse appropriée consiste à permettre au taux de change de s'ajuster, tout en utilisant la politique monétaire pour maintenir l'inflation proche de son objectif. « Le prix plus élevé des biens importés contribuera à apporter l'ajustement nécessaire aux chocs fondamentaux car il réduit les importations, ce qui contribue à son tour à réduire l'accumulation de la dette extérieure. La politique budgétaire devrait être utilisée pour soutenir les plus vulnérables sans compromettre les objectifs d'inflation », ont recommandé Gita Gopinath et Pierre-Olivier Gourinchas. Dans cet environnement fragile, il est prudent de renforcer la résilience. Bien que les banques centrales des marchés émergents aient accumulé des réserves en dollars ces dernières an-

nées, reflétant les enseignements tirés des crises précédentes, ces réserves sont limitées et doivent être utilisées avec prudence, dicit le FMI. Les deux experts du FMI appellent les pays à préserver des réserves de change vitales pour faire face à des sorties et des turbulences potentiellement pires à l'avenir. « Ceux qui le peuvent devraient rétablir les lignes de swap avec les banques centrales des économies avancées ». Face à la hausse du dollar, l'environnement économique devient de plus en plus compliqué pour toute une myriade de pays émergents ou en voie de développement, a indiqué William Gerlach, ajoutant que la hausse du dollar fragilise aussi l'économie chinoise, dont la fuite des capitaux qui a lieu en ce moment a atteint la proportion connue en 2015-16 au moment de la dévaluation du yuan.

Etat civil au Bénin

Plus d'un million d'actes délivrés en ligne

Au Bénin, la dématérialisation de l'administration publique est en bonne voie. Plus d'un million de personnes dont 44% de femmes ont déjà demandé et obtenu gratuitement en ligne le Certificat du Numéro Personnel d'Identification (Certificats NPI/fID), en moins d'une année.

• Falco Vignon

L'avenement du certificat NPI/fID marque un pas important dans la volonté du gouvernement béninois de résoudre complètement le problème de « SANS PAPIER » sur le territoire national en particulier. En prenant cette décision, le gouvernement du Président Patrice TALON a initié la mesure d'accompagnement qui permet de disposer d'une pièce dont l'obtention est dénuée de toute tracasserie administrative et qui ne nécessite aucun frais à payer, s'agissant principalement du NPI/fID. Ainsi, pour rendre accessible le NPI à tous sans exclusion, le Gouvernement a sollicité et obtenu de la Banque mondiale, le financement du programme régional WURI-BENIN sous tutelle de l'ANIP. La Banque mondiale soutenant déjà la lutte contre la pauvreté au Bénin, accompagne volontiers ce projet d'identification des personnes. Ce soutien se traduit entre autres par la mise à disposition gratuite, à travers un support de distribution, du NPI à tout citoyen béninois ou résidant ayant fait le RAVIP. Outil d'inclusivité sociale par excellence, la nouvelle preuve d'attestation d'identité qu'est le NPI/fID est



également un instrument d'intégration régionale.

En perspective, cette attestation d'identité avec la CEDEAO deviendra, au plan régional, une pièce nécessaire pour faciliter la circulation des personnes et l'accès aux services dans plusieurs pays. Sur cet aspect, le Bénin, sous l'impulsion du Président Patrice TALON, apparaît dans un rôle de pionnier dans la mise en œuvre du Programme WURI, à la satisfaction des partenaires financiers, notamment la Banque mondiale. En effet, le projet WURI est également exécuté au Togo, au Burkina-Faso, en Côte d'Ivoire, au Niger et en Guinée. Le million d'attestations gratuitement distribuées en si peu de temps traduit l'engagement des populations par rapport à une pièce révolutionnaire dans l'identification des personnes et

la lutte contre la pauvreté. L'arrêté 2021 N°285/MISP/DC/SGM/ANIP/DGPR/DEI/SA SGG21 du 18 mars 2021 portant conditions d'établissement des pièces d'identité sécurisées en République du Bénin a consacré les différents usages notamment : Pièce justificative de l'identité de base pour accéder aux services sociaux de base comme par exemple la Formation du programme ARCH ; Inclusion financière : Pour faciliter l'accès au crédit comme les bénéficiaires de la deuxième phase du microcrédit Alafia ; Accès aux services d'identification de niveau élevé : le Certificat NPI/fID est exigé pour l'établissement de la Carte Nationale d'Identité Biométrique ; Accès aux services de l'état civil, comme la demande d'extrait sécurisé d'acte d'état civil reconstitué.

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum
----------------------	---------	------------------

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières
Corruption	3ème	85ème sur 180 pays	Transparency international
Liberté Humaine	1er	76ème	Institut Fraser 2022
Prospérité	3ème	25ème (plan Africain)	Institut Legatum

## Secteur bancaire en Afrique

## Insuffisance de compétences en informatique, la grande inquiétude des banquiers

Alors que l'écosystème des services financiers numériques connaît une croissance très rapide, plus de la moitié des banques africaines s'inquiètent, entre autres, de la concurrence des fournisseurs de services financiers non traditionnels comme les fintechs et les opérateurs de téléphonie mobile.

74% des banques actives en Afrique subsaharienne considèrent les risques liés à la cybersécurité comme étant le principal frein à la poursuite de leur transformation numérique, selon l'édition 2022 de l'enquête annuelle sur les banques en Afrique publiée le 19 octobre par la Banque européenne d'investissement (BEI). Menée entre avril et juin 2022 auprès de 70 banques, cette enquête intitulée « La finance en Afrique 2022 : naviguer en eaux troubles » révèle que 90% des établissements de crédit sondés déclarent que la pandémie du coronavirus a accéléré leur transformation numérique interne, et 70 % affirment qu'elles ont élargi la gamme des services numériques proposés aux clients. Toutefois, plusieurs facteurs freinent la poursuite de ce processus de transformation numérique. Outre les risques liés à la cybersécurité, les banques opérant au sud du Sahara citent d'autres facteurs, comme les exigences relatives à la connaissance de la clientèle (64%), l'insuffisance de l'infrastructure

informatique existante (55%), la concurrence des entreprises de télécommunications et de technologie financière (53%). Moins de 50% des banques interrogées désignent, par ailleurs, le manque des ressources humaines en informatique, le manque de financement, le flou autour des exigences réglementaires, le manque de demande et l'incertitude relative aux évolutions technologiques futures comme freins à la poursuite de leur transformation numérique. L'enquête révèle, d'autre part, que 55% des banques d'Afrique subsaharienne déclarent que leur première source d'inquiétude concerne le coût ou la disponibilité de financements en monnaie locale, dans un contexte marqué par une forte exposition à la dette souveraine et une situation budgétaire vacillante de plusieurs Etats, qui fait douter de la capacité des gouvernements à apporter un soutien aux banques en cas de crise financière.



Environ 54% des banques précisent que la concurrence de fournisseurs de services financiers non traditionnels, comme les fintechs, et les opérateurs de téléphonie mobile, représente leur deuxième source d'inquiétude.

La BEI précise dans ce cadre que l'écosystème des services financiers numériques dans son ensemble connaît une croissance rapide en Afrique. En avril 2022, on recensait plus de 1000 entreprises de technologies financières, contre 450 en 2020. 80 % de ces entités sont des entreprises africaines et 20 % ont été créées en dehors de l'Afrique.

## Détérioration de la

## qualité des actifs

Les services de paiement et de prêt constituent toujours les produits phares, mais le secteur s'est diversifié. Les domaines clés de croissance comprennent les solutions logicielles et l'utilisation de la technologie blockchain. Le Nigeria compte le plus grand nombre de fintechs (24 %), devant l'Afrique du Sud avec (20 %), le Kenya (17 %) et l'Égypte (9 %). La troisième source d'inquiétude majeure des banques est la chute de la qualité des actifs des portefeuilles existants, qui préoccupent 45% des établissements sondés. « Une croissance économique moindre implique une

érosion des revenus et des bénéfices pour les ménages et les entreprises, avec pour corollaire, une plus forte probabilité que les emprunteurs éprouvent des difficultés de paiement », explique l'étude.

La qualité des actifs varie, cependant, sensiblement à travers l'Afrique subsaharienne. L'Afrique centrale est la région la plus exposée au problème des prêts non productifs (PNP), avec 19 % des prêts bruts, soit quelque 10 points de pourcentage de plus que les autres sous-régions, où le taux de PNP se situe à 8 ou 9 %. L'enquête fait ressortir, par ailleurs, que des progrès sont réalisés pour améliorer l'accès des femmes aux financements. 70 % des banques interrogées ont en effet mis en place une stratégie en matière d'égalité entre les sexes et parrainent des initiatives axées sur les femmes et la dimension de genre au sein des collectivités, soit une progression de 10 points de pourcentage par rapport à l'enquête de 2021.

En ce qui concerne les

femmes et la qualité des actifs, quatre banques sur dix ont constaté que le ratio de prêts non productifs des entreprises dirigées par des femmes était inférieur au ratio moyen de leurs portefeuilles de prêts. Dans certains pays, la différence était encore plus marquée. 71 % des banques nigérianes ont, par exemple, observé des ratios de prêts non productifs plus faibles pour les femmes. Sur un autre plan, 46% des banques déclarent avoir procédé à une évaluation de l'exposition de leur portefeuille au risque climatique, contre 42% en 2021. Près de 70 % des banques considèrent également les prêts à l'appui du climat comme une occasion à saisir dans la lutte contre le changement climatique. Mais à ce jour, seule une banque sur cinq a lancé des produits de prêts verts, ce qui signifie qu'il existe une marge de progression importante pour ce type de produit à condition que les banques obtiennent l'appui nécessaire.

Source externe



**BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.**  
Afrique de l'Ouest  
Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan  
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

**ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN**  
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou  
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

## COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

## Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

## Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

**Lieu de la formation** : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

**La participation aux formations est gratuite.**

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

**Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB**

**Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39**

**NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA**

## Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste.**

**L'économiste**, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal des décideurs**

## Titres-restaurants

### Les employeurs pourront bientôt verser 13 euros par jour

Le montant maximal par jour de travail qu'une entreprise peut verser en tickets-restaurants, chèques-déjeuners ou cartes Apetiz à ses salariés sera désormais de 13 euros contre 11,84 euros jusqu'à présent. En effet, l'exécutif a adopté un amendement allant dans ce sens déposé par Les Républicains dans le cadre de la première partie du projet de loi de finances pour 2023. Ainsi, une entreprise pourra verser jusqu'à 2.900 euros chaque année via ce dispositif sans payer de cotisation sociale. La moitié est directement déduite des salaires des employés tandis que l'autre est payée à l'entreprise qui fournit les titres-restaurants, détaille



BFMTV.

#### 140 millions d'euros de perte pour l'Etat

Cette mesure représentera un manque à gagner de 140 millions d'euros pour l'Etat, selon le ministère de l'Economie et des Finances. Et pour cause, lorsque l'employeur verse

des titres-restaurants à ses salariés, il ne paie pas de cotisations sociales sur ce montant et les salariés, eux, ne paient pas d'impôts sur ces sommes. Entre 4,5 et 5 millions d'actifs bénéficieraient de titres-restaurants sur les 25 millions de travailleurs que compte la France.

20minutes

## Marseille

### Dix-neuf personnes condamnées dans une vaste escroquerie immobilière



Dix-neuf prévenus, principalement d'anciens légionnaires roumains, ont été condamnés mercredi à Marseille à des peines allant jusqu'à cinq ans de prison pour une vaste escroquerie en bande organisée à l'immobilier.

#### Les prévenus sous-craivaient des prêts bancaires avec de faux documents.

De nombreuses confiscations y compris un appartement en Roumanie ont été prononcées par le tribunal. Ils avaient acquis plus de 80 biens immobiliers en souscrivant des prêts avec des faux documents. Dix-neuf prévenus, principalement d'anciens légionnaires roumains, ont été condamnés mercredi à Marseille à des peines allant jusqu'à cinq ans de prison pour une vaste escroquerie en bande organisée à l'immobilier et des faits de blanchiment entre 2007 et 2015. La

revente rapide des biens après des travaux souvent non réalisés permettait des plus-values artificielles. Dépeint comme « le chef d'orchestre » de l'escroquerie, Sébastien Celea, 41 ans, engagé dans la Légion étrangère de 2001 à 2007, a été condamné à cinq ans de prison avec mandat de dépôt ainsi qu'à une interdiction définitive de gérer une entreprise et d'exercer une profession commerciale ou industrielle.

#### De nombreux biens confisqués

L'accusation l'a dépeint comme « l'organisateur et l'animateur d'un système dont il a tiré d'importants bénéfices financiers ». Son épouse a été condamnée à un an de prison à purger sous le régime de la détention à domicile sous surveillance électronique et à une amende de 15.000 euros. Un autre ancien légionnaire roumain a lui été condamné à trois ans de prison et une amende de 100.000 euros. Il

20minutes

## Métaux

### La France exploitera son propre lithium dès 2028

Les véhicules électriques sont considérés comme l'avenir de la mobilité terrestre en Europe. Cela entraîne une explosion de la demande de lithium, métal essentiel aux batteries de ces véhicules. Une demande qu'il faut satisfaire en diversifiant les sources d'approvisionnement.



Le projet Emili, première mine de lithium de France entrera en production en 2028. C'est ce qu'a annoncé lundi 24 octobre le groupe Imerys, spécialiste des minéraux pour l'industrie, basé dans l'Hexagone, qui précise qu'il vise une production annuelle de 34 000 tonnes d'hydroxyde de lithium sur au moins 25 ans. Avec cette production, la société estime être en mesure d'équiper l'équivalent de 700 000 véhicules électriques en batteries lithium-ion chaque année. Cela nécessitera néanmoins un investissement d'environ 1 milliard d'euros pour la mine et les infrastructures associées, toutes situées sur le site de Beauvoir dans le département de l'Allier en Auvergne-Rhône-Alpes. « Une fois le projet Emili mené à bien, il devrait représenter une source domestique durable et compétitive d'approvisionnement en lithium pour les constructeurs automobiles français et européens et contribuerait largement à relever les défis de la transition énergétique », indique Alessandro Dazza, DG d'Imerys. Il faut souligner que l'exploitation d'une mine de lithium dans l'Hexagone répond à la fois à un besoin important et à des préoccupations stratégiques. Non seulement les constructeurs automobiles qui ont axé leurs différents plans stratégiques sur l'électrique pourront s'approvisionner localement en lithium pour les batteries, mais l'Europe en général et la France en particulier réduira sa dépendance vis-à-vis de l'étranger, la Chine en particulier. Le projet Emili répond d'ailleurs à un vœu du gouvernement français qui a rappelé il y a quelques mois, par la voix de l'ancienne ministre de la Transition écologique Barbara Pompili, la nécessité de mettre en valeur les ressources de lithium de l'Hexagone. Rappelons que la production de lithium en France ne couvrira qu'un quart des besoins des futures gigafactories françaises (usines de production de batteries électriques), selon le ministre délégué à l'Industrie Roland Lescure. Il faudra donc diversifier les sources d'approvisionnement pour combler le déficit. Les principaux producteurs du minerai, outre l'Australie et la Chine, sont en Amérique latine, mais quelques acteurs importants devraient faire leur apparition en Afrique dans les mois à venir, à l'instar du Mali, de la RDC ou encore du Ghana. Pour le moment, le Zimbabwe est le seul pays africain à produire du lithium.

## Financement du commerce

### 21% des demandes des 04 principales économies de la CEDEAO rejetées par les banques



D'après l'IFC, le marché de financement du commerce au Nigeria, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Sénégal est estimé à environ 42 milliards \$ par an. Cependant, il ne soutient que 25% du commerce de marchandises dans ces quatre pays qui représentent les plus importantes économies de la CEDEAO. Dans les quatre plus grandes économies de la CEDEAO, 21% des demandes de financement pour des activités commerciales sont rejetées par les banques. C'est ce qui ressort d'un nouveau rapport

de l'International Finance Corporation (IFC) consulté par l'Agence Ecofin. Le rapport qui étudie le financement du commerce au Nigeria, au Ghana, au Sénégal et en Côte d'Ivoire indique que le secteur commercial est sous-financé en Afrique de l'Ouest. D'après l'IFC, le financement du commerce ne soutient que 25 % du commerce de marchandises dans les pays étudiés, ce qui est bien inférieur à la moyenne africaine de 40 %, et à la moyenne mondiale de 60 à 80 %. « Les taux de rejet par les banques des demandes de financement du commerce sont élevés, avec une moyenne de 21 % des demandes et de 25 % en valeur », indique le rapport. « Le taux de rejet peut inclure des entreprises refusées parce qu'elles sont moins solvables et les demandes refusées ne signifient pas toujours un abandon du commerce, car certaines entreprises rejetées peuvent trouver d'autres sources de financement », ajoute-t-il. Les entreprises les plus touchées par cette situation restent les petites et moyennes entreprises et surtout celles détenues par les femmes, explique l'IFC. Non seulement elles ont du mal à accéder aux financements, mais le financement disponible reste particulièrement coûteux. « Le financement du commerce dans la CEDEAO 4 [les quatre pays ciblés par l'étude, ndlr] est plus cher par rapport aux références internationales. Le prix moyen d'une lettre de crédit dans les quatre pays varie d'environ 2 % à 4 % de la valeur de la transaction, généralement au-dessus de la moyenne mondiale de 2 % des marchés émergents, et de la limite inférieure de 0,25 à 0,50 % généralement observée dans les économies avancées », souligne le rapport.

Ce constat fait écho à celui dressé depuis plusieurs années par les gouvernements ouest-africains et les institutions internationales. Pour inverser la tendance, surtout dans un contexte marqué par le déploiement de la ZLECAF qui offre des opportunités de positionnement sur les marchés continentaux aux entreprises africaines, les autorités multiplient les initiatives. En Côte d'Ivoire par exemple, le gouvernement a lancé, le 05 octobre, un Programme économique pour l'innovation et la transformation des entreprises (PEPITE) visant à renforcer les financements accordés aux très petites et moyennes entreprises (TPE, PME) ainsi que les entreprises de taille intermédiaire (ETI), notamment dans les secteurs d'activité tertiaires. Les entreprises ciblées bénéficieront d'un « accompagnement public rationalisé pour accélérer leur croissance », en vue de « répondre aux besoins du marché domestique, puis conquérir des marchés internationaux et renforcer la position concurrentielle de la Côte d'Ivoire », avait ainsi indiqué Patrick Achi, Premier ministre de la Côte d'Ivoire, lors du lancement du projet. Notons qu'au total, le déficit de financement du commerce est d'environ 14 milliards \$ par an pour les quatre économies combinées, selon l'IFC. C'est le Nigeria qui affiche le plus gros gap, sur la base des taux de rejet des banques avec 7 milliards \$, suivi de la Côte d'Ivoire et du Ghana (3 milliards \$ chacun) et du Sénégal avec 1 milliard \$.

Ecofin du 24 Octobre 2022

**BRVM 10** 160,78

Variation Jour ↓ -0,60 %

Variation annuelle ↑ 4,74 %

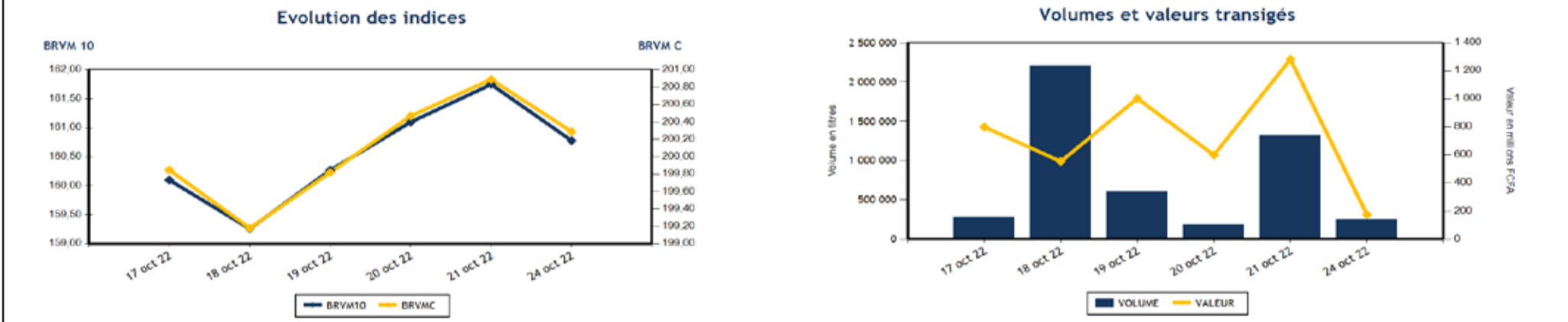
## BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 204 lundi 24 octobre 2022 Site : [www.brvm.org](http://www.brvm.org)

**BRVM Composite** 200,29

Variation Jour ↓ -0,30 %

Variation annuelle ↓ -0,98 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 028 607 796 258	-0,30 %
Volume échangé (Actions & Droits)	251 673	-79,33 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	171 663 244	-56,83 %
Nombre de titres transigés	38	0,00 %
Nombre de titres en hausse	14	-6,67 %
Nombre de titres en baisse	12	20,00 %
Nombre de titres inchangés	12	-7,69 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
FILTISAC CI (FTSC)	1 290	7,50 %	-23,21 %
SETAO CI (STAC)	1 275	7,14 %	74,66 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 185	5,80 %	23,44 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	4 400	2,44 %	-24,85 %
SICABLE CI (CABC)	1 070	1,90 %	5,42 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	101,78	0,06 %	-7,57 %	3 674	7 601 565	26,06
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	462,81	-0,09 %	3,11 %	5 710	54 388 415	9,15
BRVM - FINANCES	15	75,28	-0,17 %	-2,40 %	221 698	39 132 649	7,25
BRVM - TRANSPORT	2	366,76	0,00 %	-41,05 %	1 760	2 655 275	5,86
BRVM - AGRICULTURE	5	301,53	0,15 %	23,93 %	13 237	60 610 330	5,86
BRVM - DISTRIBUTION	7	375,93	-2,79 %	-7,73 %	5 573	7 249 935	26,86
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 573,20	7,14 %	74,66 %	21	25 075	15,31
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	15,13	
Taux de rendement moyen du marché	7,46	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,78	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	107	
Volume moyen annuel par séance	1 071 455,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 976 172 873,49	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 573 133 998 681	0,00 %
Volume échangé	229	-99,77 %
Valeur transigée (FCFA)	2 172 500	-99,75 %
Nombre de titres transigés	5	-70,59 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	1	-83,33 %
Nombre de titres inchangés	4	-55,56 %

CCI  
Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Abidjan  
17, Rue Joseph Anoma  
Tél : (229) 21 31 23 25  
Fax : (229) 21 31 23 27

CCI  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Cotonou  
11, Rue Joseph Anoma  
Tél : (229) 20 30 87 73  
Fax : (229) 20 30 87 74

CCI  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Lomé  
11, Rue Joseph Anoma  
Tél : (229) 20 31 50 30  
Fax : (229) 20 31 50 31

CCI  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Ouagadougou  
11, Rue Joseph Anoma  
Tél : (229) 20 31 50 30  
Fax : (229) 20 31 50 31

CCI  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Niamey  
11, Rue Joseph Anoma  
Tél : (229) 20 31 50 30  
Fax : (229) 20 31 50 31

CCI  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Yaoundé  
11, Rue Joseph Anoma  
Tél : (229) 20 31 50 30  
Fax : (229) 20 31 50 31

CCI  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Libreville  
11, Rue Joseph Anoma  
Tél : (229) 20 31 50 30  
Fax : (229) 20 31 50 31

CCI  
Chambre de Commerce et d'Industrie de Pointe-à-Pitre  
11, Rue Joseph Anoma  
Tél : (229) 20 31 50 30  
Fax : (229) 20 31 50 31

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : [brvm@brvm.org](mailto:brvm@brvm.org), Site Web : [www.brvm.org](http://www.brvm.org)

UCA  
UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.

Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, Immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN  
001 BP 8690 RP  
[uca@ucasgi.com](mailto:uca@ucasgi.com)  
(229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
(229) 21 31 00 21  
[www.ucasgi.com](http://www.ucasgi.com)

Carré 211 St Michel  
immeuble SGI-Bénin 01 BP  
4546 Cotonou.  
Tél : (229) 21 31 15 41  
21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES  
Groupe BMCE BANK  
Siège BOA Benin,  
Boulevard de France  
Tel : (229)  
21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE  
AGI  
Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
01 BP 8668 RP Cotonou  
[contact@agi-agi.com](mailto:contact@agi-agi.com)  
+229 21318733  
+229 21316066

AFRICABOURSE  
Avenue Steinmetz Face  
Immeuble Air Gabon 01 BP  
6002 COTONOU BENIN  
Tél : (229) 21 31 88 35 /  
21 31 88 36

BIIC Financial Services  
Société de gestion et d'intermédiation  
Boulevard Saint Michel  
Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
01 BP. 7700 Cotonou  
Tél. +229 21324875  
Tél. +229 21324876  
[sgjifs@biic-financialservices.com](mailto:sgjifs@biic-financialservices.com)

**Quelques pharmacies à Cotonou**

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	
18	SAINTE GABRIEL	95605656	8EME
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

**Jours du marché Dantokpa**

<b>Octobre 2022</b>
<b>Vendredi 7 Octobre 2022</b>
<b>Mardi 11 Octobre 2022</b>
<b>Samedi 15 Octobre 2022</b>
<b>Mercredi 19 Octobre 2022</b>
<b>Dimanche 23 Octobre 2022</b>
<b>Jeudi 27 Octobre 2022</b>
<b>Lundi 31 Octobre 2022</b>

**Taux de change**

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

**Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés**

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 18/10/ 2022

**Cours des matières Premières Mardi 18 Octobre 2022**

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

**Prix des produits hydrocarbures et gaz**

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 18 Octobre 2022

**Les marchés locaux qui s'animent par huitaine**

Départements	Lieux	Noms	Jours
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche
	Ségbana	Ségbana	dimanche
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi
	Malanville	Malanville	samedi
	Karimama	Karimama	vendredi
	Matéri	Matéri	jeudi
	Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
Cobly	Cobly	Cobly	mercredi
	Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
	Agoué	Agoué	mercredi
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche
	Massi	Massi	dimanche
	Agouna	Agouna	mardi
	Ikémon	Ikémon	mercredi
	Borgou	Gogounou	Gogounou
Collines	Bembéréké	Bembéréké	jeudi
	Kalalé	Kalalé	jeudi
	Tchaourou	Tchaourou	lundi
	Tchikandou	Tchikandou	mardi
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi
	Sokka	Sokka	mercredi
	Parakou	Azeke	samedi
	N'Dali	N'Dali	samedi
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi
	Donga	Ouèdèmè	Ouèdèmè
Ouessè		Ouessè	jeudi
Gobada		Gobada	lundi
Savè		Savè	lundi
Tchetti		Tchetti	lundi
Glazoué		Glazoué	mercredi
Lahotan		Lahotan	mercredi
Tokotoko	Bénin	Bénin	jeudi
	Tokotoko	Tokotoko	lundi



# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844">https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844</a>
6e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 <sup>er</sup> au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.intrafricantradefair.com/">https://www.intrafricantradefair.com/</a>
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

**Taureau** Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

**Gémeaux** Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

**Cancer** Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

**Lion** Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

**Balance** Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

**Scorpion** Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

**Sagittaire** Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

**Capricorne** La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

**Verseau** La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin  
Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007  
Sikèkòdji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com  
Site : www.leconomistebenin.com

**Directeur Général**  
Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

**Assistant du Directeur Général**  
Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

**Secrétaire caissière**  
Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

**Directeur de publication**  
Jules AFFODJI

**Rédacteur en chef**  
Jean Claude KOUAGOU  
(97 720 976)

**Secrétaire de rédaction**  
Abdul Wahab ADO  
(66656265)

**Rédacteurs**  
Nestor DEHOUNDJII  
Bidossessi WANOU  
(67 20 33 27)  
Sylvestre TCHOMAKOU  
Falco Vignon

**Raoul Gandaho**  
(Correspondant Ouémé Plateau)  
Mouhamed Bouhari SAÏDOU  
(Br. Borgou/Alibori)

**Rock AMADJI**  
(Correspondant Zou-Collines)  
**Emmanuel AKAKPO**  
(Br Atacora-Donga)  
**Issa SIKITI DA SILVA**  
(Correspondant RDC)  
Modeste COCO (Consultant)  
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France de l'Economiste du Bénin  
Tel +330671790990  
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

**Directrice commerciale**  
Rigel BATCHO  
(69190880)

**Graphiste**  
Gisèle NOUDAÏKPON  
(62323855)

## Sommet finance en commun

## 500 Banques s'engagent pour la transition énergétique en Afrique

Le sommet Finance en commun (FiCs), qui s'est tenu du 18 au 20 octobre 2022 à Abidjan, était l'occasion pour plus de 500 banques de partager leurs expériences en matière de financement climat. La question de la transition énergétique en Afrique était au centre des débats. Mais pas que cela...

● Falco Vignon

« Nous avons tout en commun. Et c'est seulement en commun que nous forgerons la puissance d'une finance climatique mondiale aux transitions justes, vertes et positives. C'est tout l'objet de ce sommet qui ne doit pas être un sommet de plus, un sommet vague, un sommet de paroles et de promesses, mais un sommet d'engagements, d'actes, de courage et d'audace ». C'est sur ces mots que Patrick Achi, le Premier ministre ivoirien, donnait, mercredi 19 octobre, le coup d'envoi de la troisième édition du sommet Finance en Commun (FiCs), au Centre des conférences du Sofitel d'Abidjan. L'événement, co-organisé par la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque européenne d'investissement (BEI) pour la première fois en Afrique, a réuni, pendant deux jours, plus de 500 banques publiques de développement (BPD) dans le monde autour de la thématique de la transition énergétique juste en Afrique. Une grande assemblée générale avant la COP 27, qui aura lieu en Egypte, au mois prochain ; les BPD veulent accorder leurs violons sur plusieurs points.

« Ces deux dernières années, nous avons renforcé nos engagements en matière climatique. Dans le



contexte actuel, certains pourraient penser à rétro-pédaler. Je pense que nous devons maintenir le cap », a déclaré Werner Hoyer, président de la BEI, en insistant sur le fait que « la COP 27 sera la COP de la mise en œuvre ». Même son de cloche chez Akinwumi Adesina, président de la BAD : « S'il y a jamais eu un moment pour travailler ensemble et financer ensemble, c'est bien maintenant. C'est pourquoi, ensemble, dans le cadre de la finance en commun, nous devons faire davantage pour mettre en commun nos ressources et optimiser les réserves de capitaux du secteur privé pour le financement du climat. ». Alors que les promesses d'accompagner l'Afrique dans sa transition énergétique et à faire face aux réchauffements climatiques peinent à être tenues, les banquiers du développement veulent surtout, d'une seule voix, changer la donne et mettre le pied sur l'accélérateur. D'autant que sur les 100

milliards \$ par an promis par les pays développés au continent, seulement 19 milliards \$ ont été déboursés à quelques semaines de la COP 27. De plus, le continent est de loin le plus touché par les effets climatiques néfastes. Dans un rapport de la BAD, abondamment cité par les parties africaines lors du sommet, les experts montrent que sur les 10 pays les plus touchés par les changements climatiques, 9 sont en Afrique. Une autre réalité est que les pays africains les plus touchés sont ceux qui sont les moins lotis en matière de financement. Un double constat amer partagé par les participants. « L'Afrique, qui ne représente que 3 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, souffre de manière disproportionnée du changement climatique, avec des pertes de 7 à 15 milliards de dollars par an, qui devraient atteindre 50 milliards de dollars par an d'ici 2035 », constate amèrement Akinwumi Adesina, alors que les besoins

de financement s'alourdissent de jour en jour, à mesure que la planète enchaîne les crises.

#### Renforcer les mandats des BPD

Face à ce gap, Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD), a appelé les gouvernements à renforcer les mandats et les capacités financières des BPD en canalisant notamment les droits de tirages spéciaux vers les Banques multilatérales de développement (BMD). Une option sur laquelle la BAD, pionnière, a concentré la plupart de ses plaidoyers depuis le début de la Covid-19.

« La fourniture de DTS supplémentaires par l'intermédiaire des BMD peut compléter les efforts du FMI. La BAD est en mesure de mobiliser trois à quatre fois le montant des DTS, grâce à l'effet de levier et de levée des ressources importantes pour les investissements en Afrique et pour la recapitalisation des institutions africaines de financement

du développement, dans le cadre du programme « Finance en commun », affirme Akinwumi Adesina.

**Une force de frappe**  
Selon la base de données des BPD constituée dans le cadre du FiCs, on dénombre dans le monde 522 établissements, dont 20% en Afrique. Elles totalisent 23 200 milliards \$ d'actifs, et représentent 12,5% des nouveaux investissements qui sont faits chaque année, soit 2300 milliards FCFA. Pour Alvaro Lario, président du Fonds international de développement agricole (FIDA), les banques de développement ont une véritable force de frappe, par leur expertise, et aussi par leur volume de financement. C'est d'ailleurs ce qui motive Rémy Rioux à inciter l'ensemble des 522 BPD à suivre les pas des institutions financières de développement qui font déjà partie de l'International Development Finance Club (IDFC), un réseau de 27 banques de développement nationales, régionales et bilatérales. Dans ce creuset, on retrouve la BAD, la BOAD, l'Africa Finance Corporation ou la Bank of development of southern Africa. Soit plus de 4 000 milliards \$ d'actifs. L'an dernier, « le club IDFC a atteint un record de 224 milliards \$ de financement vert en 2021. Il s'agit d'une augmentation de 20% par rapport à 2020. Si toutes les banques multilatérales

de développement s'engageaient à consacrer 20% de leurs engagements annuels à la finance verte, elles pourraient octroyer plus de 500 milliards \$ de financement climatique par an, ce dont nous avons besoin pour faire face au changement climatique », plaide pour sa part Rémy Rioux.

**La BAD à l'avant-garde**  
La BAD, de son côté, a annoncé qu'elle continuerait à soutenir les pays africains dans le renforcement de leur dispositif de production alimentaire. Ainsi, elle revendique avoir déjà débloqué, en « un temps record », 1,13 milliard \$ pour 24 pays dans le cadre de sa « Facilité de production alimentaire d'urgence », dotée d'un portefeuille global de 1,5 milliard \$. La facilité devrait aider 20 millions d'agriculteurs africains à produire rapidement 38 millions de tonnes. « Nous avons été très rapides. Dans les 45 jours qui ont suivi le lancement de la Facilité, la Banque a approuvé l'octroi de 1,13 milliard \$ à 24 pays, et nous espérons atteindre 35 pays d'ici la fin de l'année », a détaillé Akinwumi Adesina, en rappelant que son institution prévoyait en tout d'investir 10,5 milliards \$ dans l'agriculture au cours des cinq prochaines années. Un gros portefeuille qui, à lui seul, ne suffira pas à faire face à l'ensemble des besoins agricoles du continent.

Falco Vignon

## Projet de loi de finances 2023

## Le CES s'approprie les grandes orientations budgétaires

Comme il est de coutume à l'aube de chaque année budgétaire, le Conseil économique et social (CES) s'est entretenu, lundi 24 octobre 2022, avec des représentants du Ministère de l'économie et des finances (MEF) sur la loi de finances, gestion 2023. Ladite rencontre s'est déroulée au siège du CES.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Pour mieux accomplir la mission à lui confiée : contribuer à l'élaboration de la politique économique et sociale du Gouvernement, et donner son avis sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décrets, etc., le Conseil économique et social (CES) s'offre les outils nécessaires. S'informer et mieux comprendre les grandes lignes du Projet de loi finances 2023 afin de faire des propositions significatives prenant en compte l'intérêt

général. Tel est l'objectif de la session d'échanges entre les Conseillers aux affaires économiques et sociales de la République, et le ministre de l'économie et des finances. Tradition, cette audition plénière a été, d'une part, l'occasion de présenter au Président Augustin Tabé Gbïan et ses pairs, le "cadre d'appui à la construction du projet de loi de finances 2023 ; le contexte général suivi du scénario macro-économique de référence pour la gestion 2023 ; les grands chiffres du projet de loi de finances pour 2023 :



● Le Président du CES, Tabé Gbïan

budget, opérations de trésorerie. Conduit par le SG/MEF, Bienvenu Alban Bessan, représentant le ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, cet exer-

cice de présentation s'est, d'autre part, étendu aux repères et caractéristiques de la tranche 2023 du Programme d'investissement publics (PIP 2023-2025) ; et

des mesures fiscales prises par le gouvernement pour faciliter l'amélioration du climat des affaires au plan national. « L'élaboration de la loi des finances 2023 a été basée sur la loi organique relative aux lois des finances et également sur les domaines stratégiques à savoir : le PAG, les ODD, le Plan National de Développement (PND 2018-2025). A cela s'ajoute les engagements que le Bénin a pris avec le FMI et les autres partenaires financiers », a expliqué aux membres du CES le représentant du

ministre d'Etat Romuald Wadagni. Ces différentes orientations, bien que répondant aux attentes des membres de l'institution, selon le Conseiller Vincent Koba, nécessitent la prise en compte d'autres volets importants tels que la situation des dialysés, l'apurement des arriérés de salaire et la revalorisation des pensions de retraite. Au terme de ces discussions, l'institution devra donc transmettre au gouvernement ses doléances pour un mieux-être de la population béninoise.

## Amélioration des services financiers au Bénin

## Adam Affo Dende échange avec les compagnies d'assurance

Le directeur général du Secteur Financier, Adam Affo Dende en compagnie des Directeurs techniques en charge des Assurances, du Suivi des Banques et Etablissements Financiers (DSBEF) puis l'Inclusion Financière (DIFM) a rencontré les responsables de compagnies d'assurance au Bénin. Cette rencontre vise l'amélioration des prestations du secteur au Bénin. C'était le mercredi 19 Octobre 2022 à Cotonou.

● Falco VIGNON

Couvrer à l'amélioration de la qualité des services offerts par les compagnies d'assurance aux populations en vue du développement du secteur au Bénin. C'est l'objectif de la rencontre initiée par le Ministère de l'économie et des finances pour échanger avec les responsables des compagnies d'assurance non-vie du Bénin, accompagnés de leurs collaborateurs en charge des sinistres automobiles et maladie. A cette séance, les représentants du Ministère des finances sous la houlette du DGSF ont insisté sur la nécessité pour les compagnies



● vue de l'assistance

d'assurance d'améliorer la qualité des services, notamment leur diligence dans les délais de traitement et de règlement des dossiers sinistres, au grand bonheur des assurés et bénéficiaires de contrat d'assurance et des prestataires de soins.

Cela devrait permettre in fine d'améliorer la perception des populations dans un contexte où le Président Patrice Talon et son gouvernement travaillent sur la facilitation et l'amélioration de la qualité des services délivrés à nos concitoyens. Les représentants du ministre de l'économie et des finances, ont, durant les échanges, insisté sur le respect de la réglementation par les dirigeants des sociétés d'assurance sous peine des sanctions prévues par la législation. C'est une série de rencontres car, celle-ci fait suite à celle qu'a eue la DGSF avec le secteur bancaire en vue de l'amélioration des différentes prestations du secteur au Bénin. Il faut signaler la présence à cette rencontre du directeur des assurances Paulin Dako, du Directeur du Suivi des Banques et Etablissements Financiers (DSBEF) Koma Chabi Goura et de leur homologue de l'Inclusion Financière (DIFM), Conrad Glonou.



## PSG

## Ce que l'énorme salaire de Kylian Mbappé va rapporter... à l'État

En signant un contrat faramineux avec le PSG, Kylian Mbappé a aussi fait le bonheur de l'État.

Un jackpot, ça se partage. Selon nos confrères du Parisien, Kylian Mbappé a signé le plus gros contrat de l'histoire du sport, au moment de sa prolongation au Paris Saint-Germain en mai dernier. Le chiffre le plus fort ? 630 M€, soit la rémunération brut de Mbappé en cumulant salaires et primes, et s'il décide de lever l'option d'un an qui le retien-



draut au PSG jusqu'en 2025. Mais dans la réalité, Mbappé touche beaucoup moins que ces 630 M€, détaille Le Parisien. L'attaquant de 23 ans perçoit, en moyenne, un salaire brut de 210 M€/an. Il faut d'abord en retirer 25 M€ (environ 12%) qui vont dans les cotisations sala-

riaux. Cela laisse à Mbappé 185 M€ net avant l'impôt, prélevé à la source. Ce qui ferait quand même du Parisien l'un des plus grands contribuables de France. Macron avait demandé à Mbappé de rester en France. En raison du montant colossal, Mbappé est imposé à 49% (dont 4% liés à la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus). Ce sont donc près de 90 M€ récupérés par l'État, laissant à Mbappé 95 M€ en moyenne par an.

Lefigaro.fr

## Foire régionale à Natitingou

## L'Ong « Secours vie » accompagne la mairie

L'initiative d'organiser une foire commerciale régionale dans la Commune de Natitingou, émane de la Secrétaire Exécutive de Natitingou fortement soutenue par la première autorité de la Commune, Monsieur, Taté Ouidéyama. Dans le but de réussir cette foire inédite organisée par la Mairie, qui est une première dans la Commune de Natitingou, l'Ong Secours Vie contactée par le Comité d'Organisation a réagi promptement.

Dans la matinée du lundi 24 octobre 2022, le Président Directeur Général de ladite Ong accompagné de ses collaborateurs est venu remettre un chèque de cinq cent mille francs (500.000) CFA à l'autorité communale en guise de soutien au volet communication de la foire régionale de Natitingou. « L'Ong Secours Vie a décidé de vous accompagner dans la communication. Pour l'appui financier nous allons vous accorder un montant de cinq cent mille », a indiqué le Pdg de l'Ong Secours Vie. « C'est une foire pour faire la promotion de l'économie locale. Nous avons assez de potentialités dans le Département de l'Atacora et précisément à Natitingou. Ce sont des moments de découverte », a affirmé Djamilatou Yérima, Secrétaire Exécutive de Natitingou. Elle a, dans la même veine, invité les autres sponsors à emboîter les pas de l'Ong Secours Vie.



Prenant la parole, le Maire de la Commune de Natitingou a remercié le Pdg de l'Ong Secours Vie pour tous les services rendus à la population de Natitingou dans le domaine de la santé. Il a également témoigné sa gratitude pour l'enveloppe reçue. « Nous remercions l'ONG Secours Vie pour avoir répondu à notre appel. Nous invitons les opérateurs économiques et tous ceux qui ont l'habitude d'assister aux foires internationales à venir très

nombreux pour occuper les stands », a lancé Taté Ouidéyama.

A la suite du Maire, le Pdg de l'Ong Secours Vie s'est réjoui de son invitation à la foire de Natitingou. Notons que la foire dénommée Natitingou la belle se tiendra du 10 décembre au 05 janvier 2022 sur l'esplanade de l'ancienne Brigade territoriale, actuelle Direction Départementale des Affaires Intérieures de l'Atacora.

Emmanuel AKAKPO  
(Br Atacora-Donga)

## Mondial 2022

## L'Iran, dernier adversaire en match de préparation pour la Tunisie

Futur adversaire de la France lors du Mondial au Qatar, la Tunisie annonce un dernier match de préparation le 16 novembre à Doha face à l'Iran. Les Aigles de Carthage seront auparavant en stage en Arabie Saoudite du 6 au 13 novembre avant d'arriver au Qatar.

Durant le Mondial 2022, les coéquipiers de Wahbi Khazri affronteront pour débiter la phase de poules le Danemark, avant de se retrouver face à l'Australie. La troisième rencontre se fera face aux Bleus, champions du monde en titre. La Tunisie n'a jamais eu l'occasion de passer le premier tour d'un Mondial, en six participations.

Un défaite sévère face au Brésil en amical. En juin dernier, les Tunisiens avaient remporté la Kirin Cup face au Japon, le pays hôte (3-0). En demi-finale, ils avaient battu le Chili (2-0). En septembre, les hommes de Jalal Kadri, nommé en avril dernier, s'étaient illustrés en battant

les Comores en région parisienne (1-0), avant de se faire corriger par le Brésil au Parc des Princes (5-1). « Le score est sévère, mais il y a beaucoup à prendre dans ce genre de match. Je ne pense pas que ça va peser, on a joué contre une des meilleures équipes du monde », a commenté le milieu de terrain Ellyes Skhiri. Les buts de Raphinha (11e, 40e), Richarlison (19e), Neymar sur penalty (28e) et Pedro (74e) avaient suffi aux Brésiliens pour s'imposer. Les Aigles de Carthage avaient brièvement égalisé par Motassar Omar Talbi (18e) mais avaient été trop vite plombés par l'exclusion de Dylan Bronn en fin de première période. Contre les Comores, sur un but de Taha Yassine Kehenissi, les Tunisiens, sans génie, avaient récité leur football, bien organisés, bien compacts.

Réussir la rencontre face au Danemark. Au Qatar, le challenge des Tunisiens s'annonce

compliqué. Le Danemark a frappé fort en battant deux fois les Français en Ligue des Nations. Les deux premières places du groupe D sont logiquement promises aux Bleus et aux Danois.

« La France reste favorite pour remporter une deuxième Coupe du monde de suite, avec un potentiel considérable, qui peut aller loin. Face à une équipe d'un tel niveau, il ne faut pas laisser d'espace et rester concentré, être très attentif, ne pas donner le ballon à l'équipe adverse », a déclaré le coach Jalal Kadri.

La première rencontre des Aigles sera déjà déterminante. Et en cas de victoire, il faudra sortir le grand jeu face à l'Australie pour espérer se hisser pour la première fois en huitièmes de finale. Les Australiens doivent leur place au Qatar après une rencontre en barrage face au Pérou et une séance de tirs au but. Ils avaient terminé troisièmes de leur poule derrière l'Arabie Saoudite et le Japon.

Source : www.rfi.fr



## Communiqué de presse

### SBIN SA lance « CELTIIS »

15 mois après le démarrage de la gestion déléguée, la Société Béninoise d'Infrastructures Numériques (SBIN SA) a procédé le **21 octobre 2022** au lancement de son nouveau réseau **Mobile et Mobile money** avec la nouvelle plateforme de marque commerciale et institutionnelle dénommée « **CELTIS** »

Conformément à notre statut d'opérateur global présent sur tous les segments du marché (fixe, haut débit fixe, mobile, mobile money, B2B, infrastructures, activités gros, services FAI, etc.) **CELTIS** est une plateforme de marque globale qui se décline sur 3 volets :

- La marque ombrelle **CELTIS** qui couvrira le volet commercial mobile et fixe
- La marque **CELTIS CASH** qui couvrira le volet mobile money
- La marque **CELTIS BUSINESS** qui couvrira les volets Business pour les entreprises et services pour l'Etat
- La marque **CELTIS** sera également la marque institutionnelle

La raison sociale de l'entreprise reste cependant **SBIN SA**: Société Béninoise d'Infrastructures Numériques.

Depuis 15 mois, l'équipe dirigeante de SBIN SA et l'ensemble du personnel se sont attelés à relever plusieurs défis :

- La mise en place d'un plan stratégique qui définit clairement notre ambition et fixe nos priorités,
- La mobilisation avec nos parties prenantes des ressources financières nécessaires au financement de notre plan schéma directeur,
- Le recrutement de centaines de cadres et talents Béninois venus du pays et de la diaspora.
- Le déploiement d'un réseau mobile et mobile money de dernière génération (2G, 3G, 4G/4G+) et compatible 5G avec une performance exceptionnelle et inédite qui a permis d'atteindre 80% de couverture nationale de la population avec 55% en réseau propre et 25% en roaming national.
- La mise en place d'un large écosystème de partenaires constitué d'entreprises, de professionnels, de particuliers, d'entrepreneurs, d'institutions pour créer de la valeur ajoutée dans l'économie nationale et favoriser la création d'emplois.

La stratégie adoptée est claire et audacieuse, elle s'appuie sur l'innovation disruptive. Celtis met sur le marché une nouvelle gamme d'offres mobile simple et attractive avec des tarifs imbattables

- Avec la gamme **TOP APPEL** l'abonné bénéficie de **3 fois plus** que le montant acheté pour appeler librement vers toutes les destinations.
- Avec la gamme internet **CONNECT**, l'internet est enfin accessible **en abondance et à petits prix** pour profiter pleinement du haut débit mobile sur un réseau 4G+ de dernière génération. L'abonné peut ainsi bénéficier par exemple de **1Go internet valable 3 jours** à seulement **750F** ou **1,4Go internet valable 1 semaine (7 jours)** à seulement **1000F** ou **4,2Go internet valable 1 mois (30 jours)** à seulement **3000F** : qui dit mieux ?

Avec l'application **MyCeltis Cash**, nous mettons sur le marché une nouvelle offre de service Mobile money simple, innovante et disruptive basée sur le principe OTT (Over The Top) : c'est-à-dire utilisable quel que soit votre opérateur mobile, indépendamment de la SIM possédée. Grâce à cette application simple, ergonomique et intuitive disponible sur Google store et App Store, l'utilisateur vivra avec nous une expérience incomparable avec les meilleurs tarifs du marché.

**Celtis Business** adressera le segment Entreprises (B2B), professionnels et services pour l'Etat avec une meilleure proximité et un accompagnement efficace couvrant tous les besoins de connectivité et de services (fixe, mobile, internet, interconnexions, paiements, cash management, datacenter, etc.)

**CELTIS** s'engage à être une marque socialement utile, œuvrant pour le développement social et le bien-être des populations. **CELTIS** sera une marque à l'écoute de ses clients pour leur apporter partout le meilleur service à la hauteur de leurs attentes. Particuliers, professionnels, entreprises, institutions : rejoignez vite le nouveau réseau 4G+ **CELTIS**, ici vous êtes chez vous, vous êtes bienvenus !

**Celtis,**  
**Bienvenue chez vous !**  
**Votre opérateur 100% Bénin**

**Contact :**

- [servicecom@sbin.bj](mailto:servicecom@sbin.bj)
- [www.celtis.bj](http://www.celtis.bj)